



Une exposition engagée et populaire

Quelques mois avant l'ouverture des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, le Campus Condorcet présente, à l'Humathèque et sur l'ensemble du campus, une exposition inédite qui met en lumière l'histoire de 25 militantes et militants du sport populaire, issus du mouvement ouvrier et social. Cette exposition tout public propose un angle original pour célébrer le sport et découvrir comment et pourquoi la pratique sportive, historiquement élitiste, est devenue une véritable histoire populaire, incarnée et engagée.

L'originalité de cette exposition tient à la rencontre entre une œuvre collective et scientifique, *Le Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et social*, un programme de recherche « Du Monde d'Avant au Monde d'Après » (MAMA) et une démarche graphique et artistique. Élaborée par le Centre d'Histoire sociale des mondes contemporains (CNRS / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), l'exposition met à l'honneur des militantes et des militants qui ont joué un rôle important dans l'histoire de la démocratisation des pratiques sportives en France au cours du XX^e siècle. L'illustrateur, Fred Sochard, redonne corps, par des silhouettes, à ces femmes et à ces hommes engagés. Le terme de « figures » doit donc être compris dans son double sens d'incarnations du progrès social et de représentations imagées de cet idéal. C'est ainsi que, de manière visuelle, les visiteurs découvriront les liens entre le sport et l'engagement de militantes et militants dans les luttes sociales et politiques de leur époque pour défendre et améliorer les conditions d'existence de la classe ouvrière.

L'exposition se déploie sur plusieurs espaces du Campus Condorcet : les silhouettes géantes sont présentées dans le Forum de l'Humathèque mais aussi le long du Cours des Humanités. Elles s'accompagnent des panneaux biographiques de ces militantes et militants, disposés dans la galerie d'exposition du campus, et de la projection de films documentaires extraits du fonds audiovisuel de Ciné-Archives.

« Cette exposition s'inscrit, selon les historien-ne-s, Karim Taharount, Emmanuel Bellanger, Paul Boulland et Hélène Caroux, commissaires de l'exposition, dans le contexte de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 appelés à rayonner sur le territoire de la banlieue nord. Elle rappelle que le sport, y compris de haut niveau, se nourrit aussi de l'engagement de militantes et militants de la démocratisation du sport, souvent méconnus, investis dans l'animation de collectifs, dans la création d'équipements, dans la transmission des savoirs et l'évolution des pratiques et des apprentissages. »

Démocratiser le sport : les militant·e·s du sport issus du mouvement social

Au XX^e siècle, de nombreux acteurs et institutions ont contribué à construire le sport tel que nous le connaissons aujourd'hui en France : État et collectivités territoriales, corps d'armée, Éducation nationale, patronages paroissiaux, entreprises, organisations philanthropiques et fédérations sportives. Le mouvement social a également apporté une contribution majeure à son développement.

Ces différents protagonistes étaient animés de conceptions et d'objectifs qui s'opposaient souvent, reflétant des désaccords politiques plus profonds. Ils se sont par exemple affrontés sur le caractère professionnel ou amateur du sport, la dimension éducative qu'il devait ou non endosser, les catégories de populations auxquelles il était destiné ou encore le cadre laïc ou confessionnel dans lequel il pouvait être organisé. Une partie de ces acteurs a aussi pu converger autour d'idées communes. La plus répandue étant que la pratique sportive est bénéfique pour la santé.

L'histoire du sport en France est donc complexe. Ses protagonistes sont variés. Ses militant·e·s nombreux.



Les participant·e·s à la journée de front unique sportif d'Auvers-Méry, « pré-lude à l'élargissement de l'unité sportive », *Sport*, 10 avril 1935. (Fonds FSGT)

La présente exposition met à l'honneur **les militant·e·s du sport issus du mouvement social** au XX^e siècle. Autrement dit, des femmes et des hommes issus du mouvement ouvrier et social constitué par des partis politiques, des syndicats, des associations et porté par des mobilisations politiques et sociales. Ces femmes et ces hommes, souvent méconnu·e·s, se sont réclamé·e·s des idéaux

de progrès et de transformation sociale en luttant pour améliorer les conditions d'existence de la classe ouvrière, des catégories défavorisées et des groupes contestataires dont ils estimaient représenter les intérêts. Les militant·e·s **mis en lumière dans cette**

exposition, ont notamment été sélectionné-e-s parmi les notices du Maitron, le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et social.

Le Maitron est étroitement lié au Campus Condorcet. Son initiateur, Jean Maitron (1910-1987), fut aussi le fondateur du Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS, CNRS/Université Paris 1), désormais accueilli sur le campus. Le laboratoire continue de porter ce projet scientifique unique, préfigurant une science collaborative. Les archives et la bibliothèque de Jean Maitron figurent aujourd'hui dans les collections de l'Humathèque. Enfin, l'ensemble des 220 000 biographies du dictionnaire sont désormais librement accessibles sur un site internet hébergé par l'Infrastructure de recherche Huma-Num.



Congrès de fusion de la FST et de l'USSGT donnant naissance à la FSGT, le 24 décembre 1934. (Fonds FSGT)

Démocratiser le sport : pourquoi ?

Les militant-e-s présentés ici ont contribué à démocratiser le sport, en l'ouvrant aux milieux populaires disposant de peu de moyens et de temps libre et ne pouvant y accéder pleinement en raison de diverses discriminations et d'inégalités sociales.



L'équipe d'Air France, victorieuse de la finale de la Coupe de France corporative de la Vie ouvrière (CGT) organisée par la FSGT, 1950. (Fonds FSGT)

Cette démocratisation, qui était un but en soi, a aussi été engagée **afin de préserver et d'améliorer la santé des classes populaires**. En cela, les militant-e-s issu-e-s du mouvement ouvrier s'inscrivaient dans la dynamique en faveur de l'activité physique et sanitaire portée, à partir des années 1880, par les hygiénistes, les eugénistes et les naturalistes animés par des objectifs politiques très différents. Les militant-e-s s'opposaient néanmoins aux défenseurs du culte de la performance sportive, amateur ou professionnelle, et aux tenants du sport spectacle dont les possibles dérives pouvaient pousser les athlètes à mettre en péril leur santé.

Le but affiché était aussi **d'encadrer et de protéger d'elles-mêmes les classes populaires**. Ainsi, aux débuts du sport «travailliste» lié au mouvement ouvrier, l'engagement politique et syndical en faveur du sport a été défendu au sein des organisations ouvrières comme un moyen d'offrir aux jeunes une activité les détournant du bistrot

et de l'alcoolisme. De même, depuis les années 1980, des associations engagées dans la défense des populations issues de l'immigration et des quartiers populaires ont cherché à faciliter la pratique sportive dans le but d'éviter l'oisiveté, la délinquance et la drogue parmi les jeunes. Cette dimension morale fait écho aux pratiques d'autres acteurs du sport et en particulier à ceux des clubs patronaux. Néanmoins, le paternalisme de ces derniers cherchait avant tout à éviter que les ouvriers ne tombent dans l'alcoolisme qui les rendait moins productifs ou dans le socialisme qui les poussait aux revendications et à la grève.

Pour les militant·e·s du mouvement social du début du XX^e siècle, démocratiser le sport était un moyen

de politiser les classes populaires et de les rallier à leurs combats politiques. Volonté d'autant plus forte que les organisations sportives patronales ou chrétiennes captaient alors une majeure partie des ouvriers, tandis que l'armée et les clubs de préparation physique au service militaire encadraient les jeunes et que les compétitions de cyclisme ou de football des fédérations de sport professionnel captivaient les foules. Masquant souvent leur idéologie conservatrice derrière une neutralité de façade, ces concurrents du sport travailliste disposaient de moyens plus importants que le mouvement ouvrier.

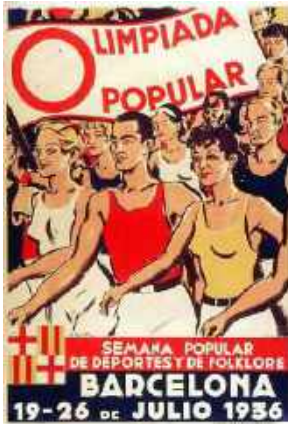
Au-delà de la propagande menée lors des événements sportifs propres aux organisations travaillistes, la politisation tenait aussi à l'application des principes du mouvement ouvrier et social dans la pratique sportive : laïcité, socialisme, égalitarisme ou encore internationalisme. De même, en développant l'esprit d'association et d'organisation



Championnat de France cycliste FST, 1932. (Fonds FSGT)



Cortège FSGT lors de la montée au Mur des fédérés, commémoration de la Commune de Paris de 1870, 1945. (Fonds FSGT)



Affiche de l'Olimpiada popular, Barcelona 22-26 juillet 1936. (Fonds FSGT)

parmi les classes populaires, l'espoir était d'en faire des militant·e·s en les intégrant à la gestion des structures sportives.

Enfin, dans cet esprit, la démocratisation du sport était aussi perçue comme un moyen **de préparer physiquement les militant·e·s au combat politique.**

Démocratiser le sport : comment ?

Les militant·e·s du sport issus du mouvement social ont cherché à s'organiser indépendamment des acteurs et institutions dont ils souhaitaient se distinguer. Cette orientation les a amené·e·s à construire et à **structurer un mouvement sportif** constitué de milliers de clubs réunis au sein de multiples fédérations couvrant l'ensemble du territoire. Ces clubs avaient un statut associatif et ont fonctionné essentiellement grâce au bénévolat et aux cotisations des adhérent·e·s. Beaucoup se sont créés localement, autour d'une discipline spécifique ou d'une pratique omnisport, à l'initiative de groupes d'individus partageant des liens amicaux ou familiaux, en plus de leurs affinités idéologiques.

Les fédérations qui réunissaient ces clubs ont parfois tenté d'adopter des modes de fonctionnement reflétant leurs orientations politiques et ont par exemple revendiqué un fonctionnement démocratique et non hiérarchique. Cela a rarement fonctionné et elles ont fini par adopter les mêmes formes d'organisations que les fédérations patronales, cléricales ou professionnelles dont elles souhaitaient se distinguer. Néanmoins, contrairement à ces dernières, elles ont été dirigées par des militant·e·s dont le profil social était relativement proche des sportifs et sportives qu'elles cherchaient à fédérer.

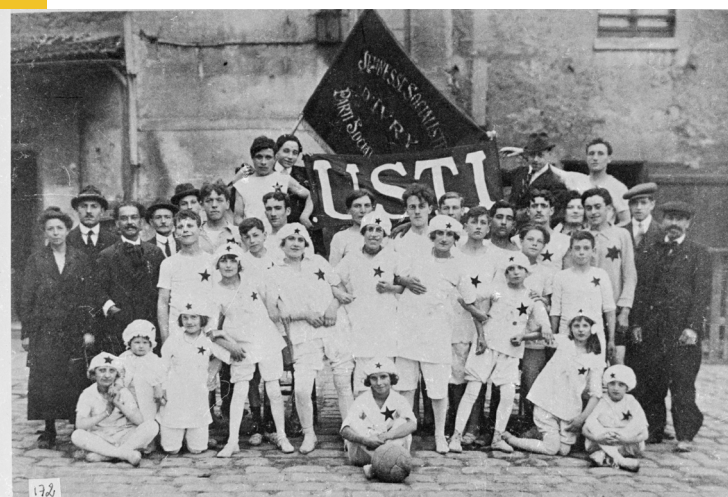
Pour démocratiser le sport, les militant·e·s issus du mouvement social ont aussi dû **développer des infrastructures sportives.** En effet, ils ne pouvaient ou ne voulaient pas accéder aux installations qui appartenaient à des fédérations concurrentes ou qui étaient gérées par



Rassemblement sportif international à l'occasion du 40^e anniversaire de la FSGT, 9-17 mai 1948. (Fonds FSGT)

des municipalités hostiles. Et le plus souvent, les installations étaient simplement inexistantes. Ainsi, des pionniers du sport ouvrier ont bâti leurs propres stades de football ou balisé des sentiers de randonnée utilisés encore de nos jours. Ces militant·e·s du sport et leurs soutiens, en accédant au pouvoir local ou national, ont aussi pu mettre en place des politiques publiques ambitieuses de construction d'infrastructures sportives correspondant à leur conception du sport.

La volonté de démocratisation a aussi poussé les militant·e·s à **transformer les pratiques sportives**. Les règles de disciplines existantes ont été adaptées à différentes catégories de populations (ouvriers, femmes, enfants, personnes âgées, etc.) en interdisant par exemple des actions violentes ou dangereuses. De même, la création et la diffusion d'équipements innovants ont permis de rendre moins onéreuse la pratique des sports élitistes et de favoriser leur accès aux classes populaires.



Membres de l'Union Sportive du Travail d'Ivry, 1919 (Fonds de l'US Ivry).

Si le rejet pur et simple de la compétition sportive a été très limité, là encore, les pionnier·e·s du sport ouvrier ont longtemps défendu l'amateurisme, se rapprochant ainsi des positions des acteurs de l'olympisme tout en se distinguant de ces derniers par le rejet du culte de la performance individuelle et du nationalisme. Ces militant·e·s ont ainsi régulièrement favorisé des formes de compétition sportive ne cherchant pas uniquement l'élimination de l'adversaire ou la distinction des vainqueurs, mais aussi la participation de toutes et tous et l'esprit de solidarité. Enfin, les mili-

tant·e·s du mouvement social se sont mobilisés pour que l'État et les collectivités locales acceptent **d'intégrer aux politiques publiques la mise en place et le développement d'un sport conforme aux valeurs du mouvement ouvrier et social**. Parallèlement, ils ont tenté d'obtenir des pouvoirs publics un soutien financier et logistique afin de développer eux-mêmes cette pratique par le biais de leurs clubs et de leurs fédérations.

regards



300.000
parisiens
à GARCHES



La « grande fête champêtre » de l'Humanité, à Garches, le 3 septembre 1936. (Regards, 9 septembre 1936)

PASCHAL GROUSSET

1844 - 1909

**Homme de lettres et journaliste ;
membre de la Commune de Paris,
socialiste indépendant.**

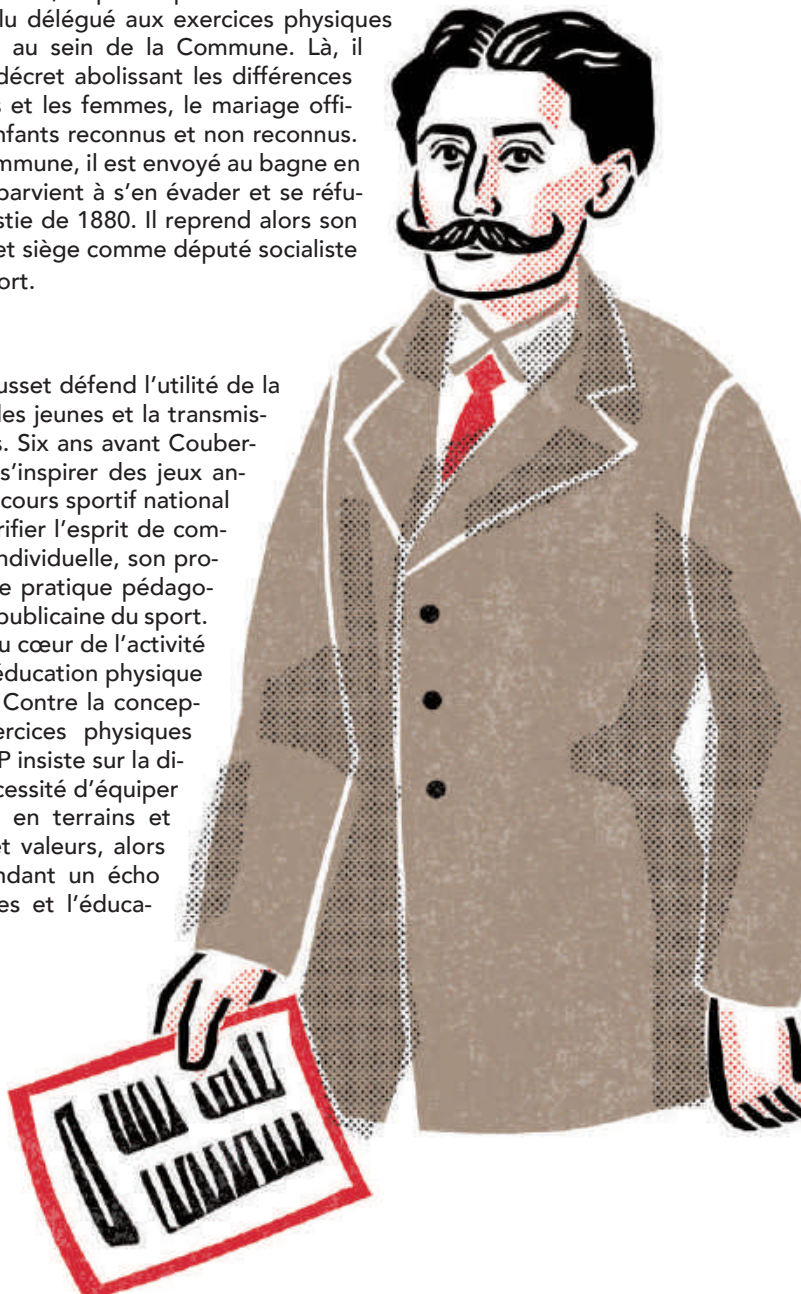
D'abord étudiant en médecine, Paschal Grousset se réoriente vers le journalisme et engage sa plume contre le régime de Napoléon III.

DE LA COMMUNE À L'ASSEMBLÉE

Après la chute de Napoléon III, il prend part à l'insurrection parisienne de 1871 et est élu délégué aux exercices physiques et aux relations extérieures au sein de la Commune. Là, il contribue notamment à un décret abolissant les différences juridiques entre les hommes et les femmes, le mariage officiel et le concubinage, les enfants reconnus et non reconnus. Après l'écrasement de la Commune, il est envoyé au bagne en Nouvelle-Calédonie, mais il parvient à s'en évader et se réfugie à Londres jusqu'à l'amnistie de 1880. Il reprend alors son combat politique en France et siège comme député socialiste indépendant de 1893 à sa mort.

UN SPORT RÉPUBLICAIN

Dans ses écrits, Paschal Grousset défend l'utilité de la gymnastique pour la santé des jeunes et la transmission des valeurs patriotiques. Six ans avant Couberlin, il propose d'ailleurs de s'inspirer des jeux antiques pour organiser un concours sportif national au sein des écoles. Sans glorifier l'esprit de compétition ou la performance individuelle, son projet de concours promeut une pratique pédagogique, égalitaire, laïque et républicaine du sport. Cette vision est également au cœur de l'activité de la Ligue nationale pour l'éducation physique (LNEP) qu'il fonde en 1888. Contre la conception très martiale des exercices physiques obligatoires à l'école, la LNEP insiste sur la dimension ludique et sur la nécessité d'équiper les établissements scolaires en terrains et en matériel. Ces principes et valeurs, alors minoritaires, trouvent cependant un écho dans les œuvres périscolaires et l'éducation populaire du XX^e siècle.



En savoir plus



HENRI KLEYNHOFF

1878-1916

En savoir plus



**Journaliste ; militant socialiste ;
secrétaire de la Fédération des clubs
athlétiques du Parti socialiste -
Section française de l'Internationale
ouvrière (SFIO).**

Dans sa jeunesse, Henri Kleynhoff milite au Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR) avant d'intégrer la direction de la Fédération des organisations de jeunesse socialiste en 1898.

SPORTS ET SOCIALISME

Pratiquant le football et le cyclisme, Henri Kleynhoff anime la rubrique sportive du journal *l'Humanité* dès 1907. Alors que l'intérêt pour le sport reste limité au sein du mouvement ouvrier, il veut convaincre les militant-e-s de son potentiel progressiste et émancipateur. Dans ses articles, il explique ainsi que l'effort coordonné et l'action collective des footballeurs forment aux valeurs socialistes, tandis que les activités sportives constituent un moyen d'organiser la jeunesse et de contribuer à sa santé en la détournant des débits de boisson.

PIONNIER DE L'ORGANISATION DU SPORT TRAVAILLISTE

Henri Kleynhoff participe aussi à la mise en place de la première fédération sportive travailliste. En effet, les premiers succès du Club athlétique socialiste de Paris, équipe de football qu'il fonde avec quelques camarades, encouragent la création de l'Union sportive du Parti socialiste (USPS), organisation omnisports réunissant les militant-e-s SFIO de la fédération du département de la Seine. Celle-ci s'élargit et devient, en 1909, la Fédération sportive athlétique socialiste, puis en 1913 la Fédération socialiste des sports et gymnas-



tique (FSSG), qui compte environ 4 000 adhérents en 1914 et développe la pratique de l'athlétisme, de la gymnastique, du cyclisme et de la natation.

Mobilisé pendant la Première Guerre mondiale, Henri Kleynhoff meurt à Verdun. Son nom est donné à différentes compétitions organisées par la FSSG.



LUCIENNE RICHARD

1898 - 1984

**Cravatière puis épicière ;
Militante socialiste
puis communiste ;
résistante.**



Ouvrière dans le textile et la métallurgie, Lucienne Richard milite aux Jeunesses socialistes. Devenue gérante d'épicerie avec son mari, elle participe au mouvement de solidarité avec les antifascistes allemands et les réfugiés de la guerre civile espagnole. Résistante, elle adhère au Parti communiste à la Libération.

L'UNION SPORTIVE DU TRAVAIL D'IVRY

Dès 1919, Lucienne Richard prend part à la création de l'Union sportive du travail d'Ivry (USTI), dont elle est trésorière. Le club est affilié à la Fédération sportive du travail (FST), conquise en 1923 par les communistes qui contribuent à une critique radicale de la pratique sportive et qui défendent la mise en place de nouvelles règles et de nouveaux sports, l'abandon des compétitions, et le développement d'une culture physique prolétarienne favorisant l'action collective et la solidarité. À Ivry, l'USTI se renforce surtout après 1925, quand la municipalité communiste lui accorde des financements et un accès aux installations sportives de la ville. Autour de Lucienne Richard, le club développe ses sections féminines, en dépit des réticences du mouvement sportif, y compris travailliste.

LE VÉLO-POLO

L'USTI est l'un des clubs pionniers du vélo-polo, inventé en Irlande à la fin du XIX^e siècle. Dérivé du polo à cheval, il oppose deux équipes de 4 à 5 joueurs, évoluant à bicyclette et équipés de maillets pour frapper la balle dans le but adverse. À partir de 1927, le réseau de la FST permet de structurer autour de l'USTI un championnat régional, puis national. Dans les



années 1930, le succès est tel que la fédération «bourgeoise» de cyclisme crée sa propre section pour ne pas abandonner ce sport aux communistes et aux socialistes.

ALICE MILLIAT

1884 - 1957

Préceptrice puis sténographe-interprète ; féministe.



Alice Milliat découvre le sport et commence à pratiquer le football et l'aviron en Angleterre, où elle travaille comme préceptrice. De retour à Paris en 1907, elle adhère au club sportif féminin Femina Sport. Malgré les préjugés, elle devient présidente du club en 1915 et y propose de nouveaux sports comme l'athlétisme, le basket-ball et le rugby dont la pratique par les femmes n'était pas encore acceptée.

FONDATRICE DE LA FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS FÉMININES ET SPORTIVES DE FRANCE

En 1917, Alice Milliat organise le premier championnat d'athlétisme féminin et crée la Fédération des sociétés féminines et sportives de France (FSFSF) puis la Fédération sportive féminine internationale (FSFI). En 1922, la FSFI organise les premiers Jeux olympiques féminins, en réponse au refus du CIO d'inclure des épreuves féminines aux Jeux olympiques. Les Jeux olympiques féminins sont un succès, mais le CIO reste inflexible. Jusqu'en 1934, Alice Milliat organise cinq autres éditions, sous le nom de Jeux mondiaux féminins.

OUVERTURE DES JEUX OLYMPIQUES AUX FEMMES

Sous la pression de ces initiatives, le CIO accepte d'ouvrir progressivement des disciplines aux femmes à partir de 1928. Alice Milliat encourage donc la FSFI à maintenir les jeux pour faire pression sur le CIO.

Alice Milliat quitte la présidence de la FSFI, qui disparaît en 1938. Elle travaille ensuite comme interprète et traductrice jusqu'à sa mort en 1957. En prévision des JO de 2024, un équipement sportif est nommé en son honneur à Paris en 2020, ainsi qu'une piscine à Pantin en 2022.

En savoir plus



MARIE HOUDRÉ

1883 - 1982

**Institutrice
puis médecin ;
militante socialiste.**



Après le lycée, Marie Houdré devient enseignante et poursuit des études en médecine. Elle obtient son doctorat en 1914 et se consacre notamment à la santé des femmes et des enfants. Parallèlement, elle adhère au Parti socialiste et s'engage dans le mouvement coopératif, en particulier dans le domaine de la santé.

PIONNIÈRE DU RUGBY FÉMININ

Marie Houdré œuvre pour la popularisation du sport féminin. En 1920, elle rejoint le club Femina Sport et y développe une forme de rugby, moins violente et plus accessible aux femmes, appelée la « barette ». En 1922, elle organise la première démonstration publique de barette. Elle défend cette discipline en la présentant comme un moyen pour les femmes de se divertir de manière saine, de développer leur coordination et leur intelligence, et de renforcer des qualités morales telles que la sociabilité et la solidarité. Les démonstrations se multiplient en France donnant lieu à la création d'un championnat. La barette suscite néanmoins des critiques violentes dans une société sexiste. Certains estiment en effet qu'elle est contraire aux canons de la beauté

féminine et qu'elle est dangereuse pour la santé et la fertilité des joueuses. Ces opposi-

tions et le manque de moyens conduisent à la disparition de la barette dès les années 1930. Marie Houdré décède en 1982. À la suite d'un nouveau développement dans les années 1960, le rugby féminin compte aujourd'hui de nombreuses pratiquantes dans le monde entier et Marie Houdré est honorée par la Fédération française de rugby.

En savoir plus



CÉCILE

GRUNEBAUM-BALLIN

1882 - 1983

**Infirmière ;
militante du logement social
et de la laïcité.**

Fille d'un officier de l'armée française, Cécile Grunebaum-Ballin devient infirmière pendant la Première Guerre mondiale. Engagée en faveur de la laïcité, elle soutient la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905. Elle s'implique également dans le mouvement du logement social et des auberges de jeunesse.

AUBERGES DE JEUNESSE ET SPORTS DE PLEIN AIR

En 1930, Cécile Grunebaum-Ballin contribue à la création du Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ). Elle en devient la secrétaire générale jusqu'en 1940. Dès 1934, le CLAJ ouvre une quarantaine d'auberges de jeunesse dans toute la France. Elles sont un millier en 1938. Celles-ci comprennent des dortoirs pour hommes et femmes, des douches, une salle commune et une salle à manger collective. Les tarifs sont très abordables, pour permettre à tous les jeunes de 15 à 30 ans d'y séjourner. Leur objectif est de favoriser la rencontre entre jeunes Européens, de dépasser les divisions nationalistes et de promouvoir la paix. L'initiative est d'ailleurs soutenue par le gouvernement du Front populaire qui accorde des subventions et des aides matérielles.

Grâce à ces auberges, Cécile Grunebaum-Ballin et le CLAJ contribuent au développement de la pratique des sports de pleine nature en offrant un hébergement sur place et abordable pour les jeunes pratiquant les sports nautiques, le ski, le cyclotourisme et la randonnée. Du reste, les auberges de jeunesse du CLAJ servent souvent de points de départ pour la création de sentiers pédestres, qui existent toujours aujourd'hui.

Après la Libération, l'association se dissout rapidement pour former la Fondation française des auberges de jeunesse (FFAJ).

En savoir plus



LES ANNÉES 30 ET
LE FRONT POPULAIRE

JOSEPH BRENIER

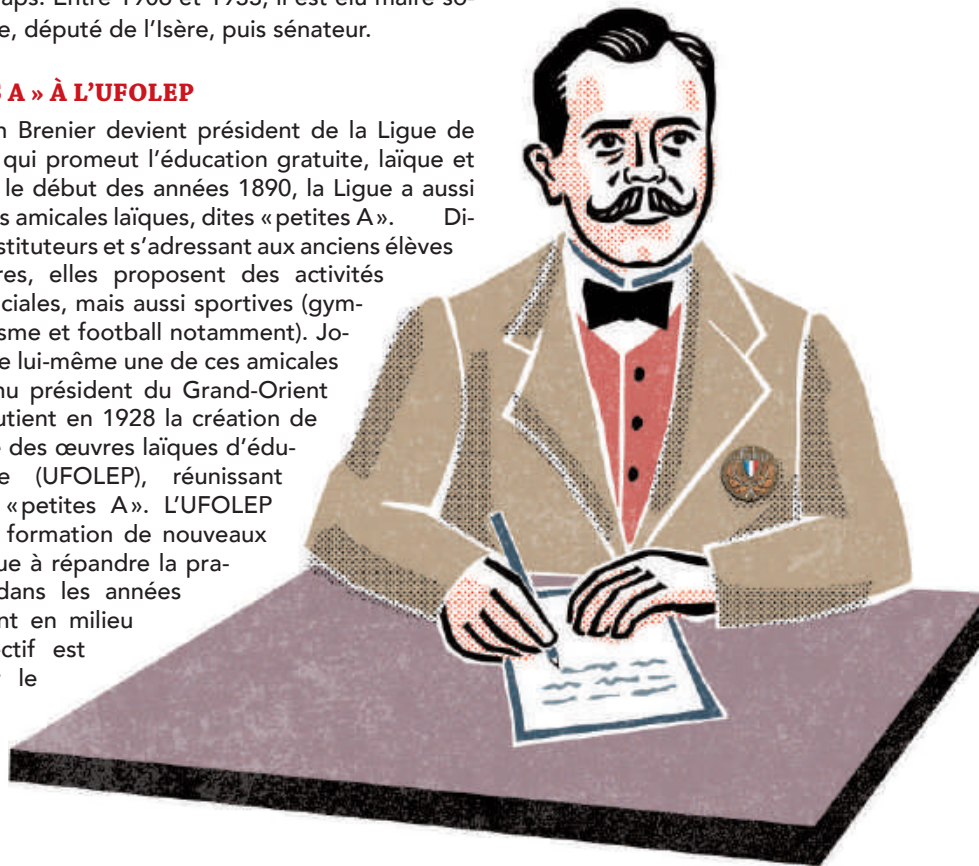
1876-1943

Ouvrier, commerçant ;
syndicaliste et élu socialiste.

Né à Vienne, Joseph Brenier commence à travailler à 12 ans et devient ouvrier dans le textile. Syndicaliste, il dirige une grève importante en 1900 puis est licencié. Il ouvre alors un commerce de draps. Entre 1906 et 1933, il est élu maire socialiste de Vienne, député de l'Isère, puis sénateur.

DES « PETITES A » À L'UFOLEP

En 1934, Joseph Brenier devient président de la Ligue de l'enseignement, qui promeut l'éducation gratuite, laïque et obligatoire. Dès le début des années 1890, la Ligue a aussi fondé des petites amicales laïques, dites « petites A ». Dirigées par des instituteurs et s'adressant aux anciens élèves d'écoles primaires, elles proposent des activités éducatives et sociales, mais aussi sportives (gymnastique, athlétisme et football notamment). Joseph Brenier crée lui-même une de ces amicales à Vienne. Devenu président du Grand-Orient de France, il soutient en 1928 la création de l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP), réunissant l'ensemble des « petites A ». L'UFOLEP impulse alors la formation de nouveaux clubs et contribue à répandre la pratique sportive dans les années 1930, notamment en milieu rural. Son objectif est aussi d'occuper le terrain face aux clubs proches de l'Église ou des communistes.



DÉFENSE DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE

L'UFOLEP fait campagne pour une éducation physique, en plein air, ouverte aux garçons et aux filles de tous milieux sociaux, obligatoire à l'école mais prenant en compte les désirs des enfants, et sans excès mettant en danger leur santé. L'éducation physique s'articule avec la formation intellectuelle et morale des enfants pour en faire des citoyens et citoyennes.

En 1936, les idées de l'UFOLEP sont reprises par le gouvernement du Front populaire, qui lui confie alors l'éducation physique du premier degré et l'organisation du ski scolaire. L'UFOLEP défend encore aujourd'hui sa vision d'un sport laïque, éducatif et solidaire.



GEORGES MARRANE

1888-1976

**Ouvrier horloger ;
coopérateur et syndicaliste ;
dirigeant communiste.**

Élevé dans la tradition catholique et passionné par le sport, la boxe et le football, Georges Marrane est marqué, comme toute sa génération, par l'épreuve dévastatrice de la Grande Guerre. Cette expérience détermine l'engagement politique de cet ouvrier horloger. Militant socialiste, investi dans le mouvement coopératif parisien, Georges Marrane devient un jeune dirigeant du Parti communiste à sa fondation en 1920 et l'administrateur du journal *l'Humanité*.

UN « MAIRE BÂTISSEUR »

Georges Marrane devient également durant l'entre-deux-guerres l'incarnation du « maire bâtisseur » de la banlieue rouge. Élu à Ivry-sur-Seine en 1925, il développe une politique sportive et des services publics répondant au besoin du monde ouvrier : colonies de vacances, centre de santé, logement social, écoles d'apprentissage, équipements sportifs, etc. Maire pendant près de 40 ans et président du département de la Seine sous le Front populaire et à la Libération, Georges Marrane s'impose comme l'une des figures emblématiques du « communisme municipal ».

UN ARTISAN DE L'UNITÉ DU MOUVEMENT SPORTIF ET DE LA RÉSISTANCE

Président d'un des plus grands clubs omnisports du Grand Paris — l'Union sportive du travail d'Ivry — créé en 1919, Georges Marrane contribue à l'unification du mouvement sportif travailliste, divisé entre communistes et socialistes et devient en 1934 le premier coprésident de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT). Fondateur du mouvement de résistance — le Front national de la zone sud — durant l'Occupation, Georges Marrane est désigné Vice-président du comité parisien de Libération. Aujourd'hui, son nom reste associé au « Challenge Georges-Marrane » : une compétition internationale de Handball créée en 1975.

En savoir plus



KLÉBER SORY

1878-1965

Ouvrier de filature ; militant socialiste.

Originaire de Roubaix, Kléber Sory travaille dans une filature où il adhère au syndicat avant de rejoindre le Parti ouvrier français. Après 1912, il est élu conseiller municipal à Roubaix puis adjoint au maire sous l'étiquette de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Il participe ainsi à la politique municipale en faveur des sports et contribue à la reprise en main de la course cycliste Paris-Roubaix par les militant·e·s du sport ouvrier.

PARIS-ROUBAIX OUVRIER

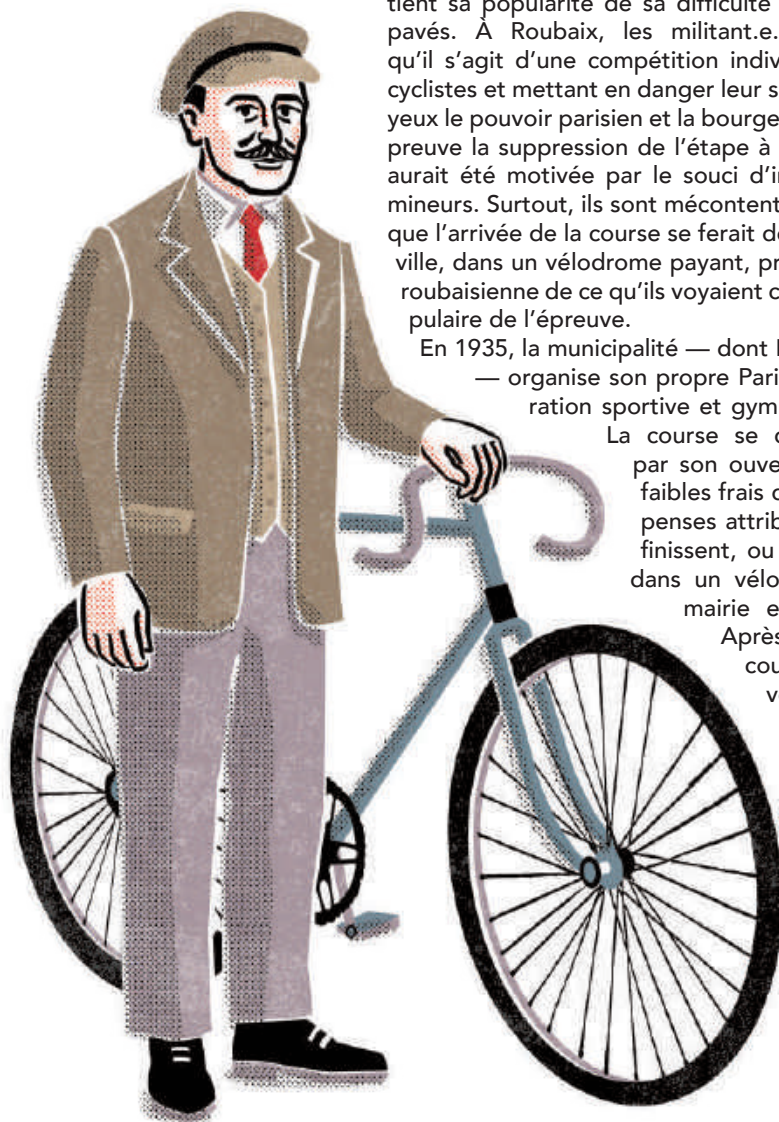
Créée en 1896 par des propriétaires de filature, la course tient sa popularité de sa difficulté et de ses passages sur pavés. À Roubaix, les militant·e·s ouvriers considèrent qu'il s'agit d'une compétition individualiste, exploitant les cyclistes et mettant en danger leur santé. Elle incarne à leurs yeux le pouvoir parisien et la bourgeoisie. Ils en veulent pour preuve la suppression de l'étape à Courrières en 1906, qui aurait été motivée par le souci d'invisibiliser la grève des mineurs. Surtout, ils sont mécontents d'apprendre, en 1934, que l'arrivée de la course se ferait désormais dans une autre ville, dans un vélodrome payant, privant ainsi la population roubaisienne de ce qu'ils voyaient comme le seul aspect populaire de l'épreuve.

En 1935, la municipalité — dont Kleber Sory est membre — organise son propre Paris-Roubaix avec la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT).

La course se distingue de l'originale par son ouverture aux amateurs, de faibles frais d'inscription, des récompenses attribuées à tous ceux qui la finissent, ou encore par une arrivée dans un vélodrome construit par la mairie et ouvert gratuitement.

Après quatre éditions, cette course disparaît, car l'arrivée de la course originale revient à Roubaix en 1937.

Kléber Sory meurt en 1965. Aujourd'hui, la course se termine encore dans le vélodrome construit par la mairie de Roubaix en 1935.



LÉO

1900-1940

LAGRANGE

Avocat ; militant socialiste.

Après des études de philosophie puis de droit, Léo Lagrange adhère à la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Devenu avocat en 1923, il défend d'anciens soldats et des malades. En 1932 et 1936, il est élu député dans le Nord.

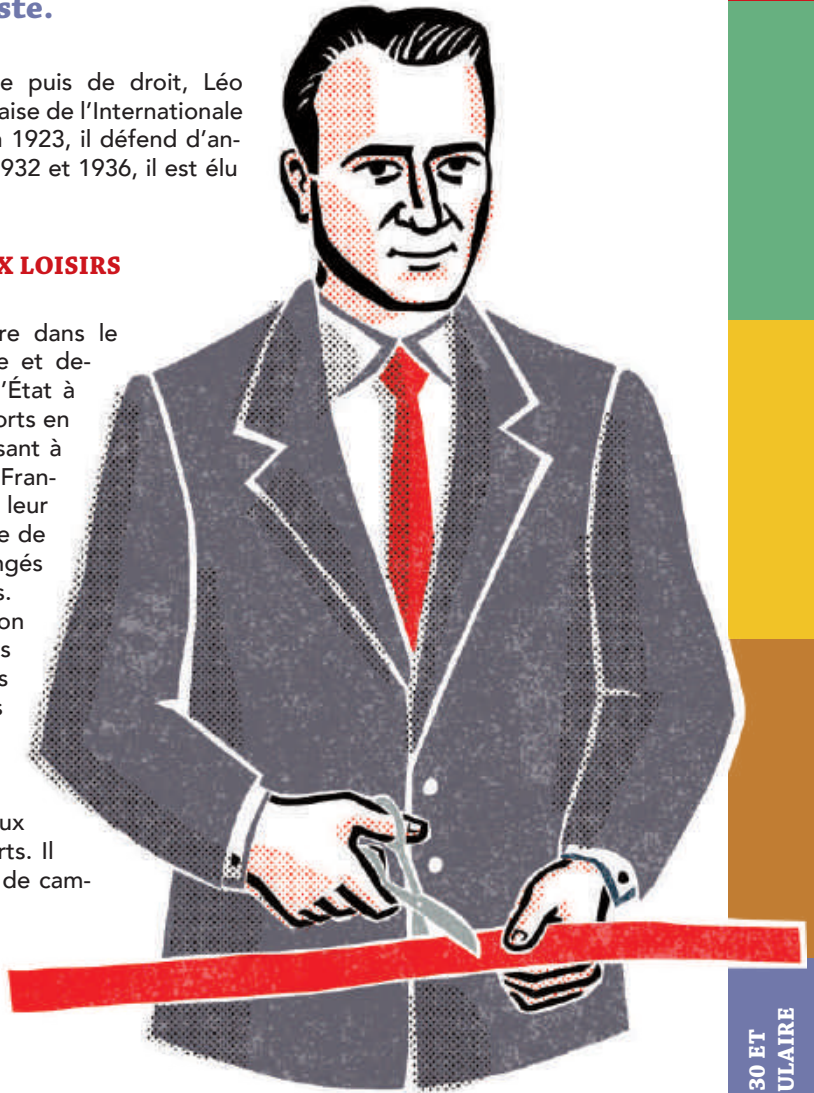
SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX LOISIRS ET AUX SPORTS

En mai 1936, Léo Lagrange entre dans le gouvernement du Front populaire et devient le premier sous-secrétaire d'État à l'organisation des loisirs et des sports en France. Il conçoit une politique visant à donner les moyens et l'envie aux Français-e-s de faire du sport, sans rien leur imposer, alors que la mise en place de la semaine de 40 heures et des congés payés leur en donne enfin le temps. Dans ce cadre, il lance la construction d'équipements sportifs accessibles à tous et adaptés aux besoins des populations. Il favorise les sports de pleine nature (vélo, randonnée, ski, canoë, etc.) et contribue à la création de tarifs réduits pour se rendre en train dans les lieux propices à la pratique de ces sports. Il soutient également l'implantation de campings et d'auberges de jeunesse. En 1937, Il ajoute l'éducation physique scolaire à ses prérogatives. Il met en place le Brevet sportif populaire, un examen annuel comprenant des épreuves sportives adaptées aux élèves.

OLYMPIADES POPULAIRES

En 1936, Léo Lagrange mène campagne contre la participation des sportifs et sportives français-e-s aux Jeux olympiques de 1936, organisés à Berlin par Hitler. Il soutient ensuite le projet alternatif des Olympiades populaires de Barcelone.

Il quitte ses fonctions en 1938 et meurt en 1940 lors des combats contre l'Allemagne. Aujourd'hui, nombre d'équipements sportifs et d'associations portent son nom.



LES ANNÉES 30 ET
LE FRONT POPULAIRE

En savoir plus



ADRIENNE BOLLAND

1895-1975

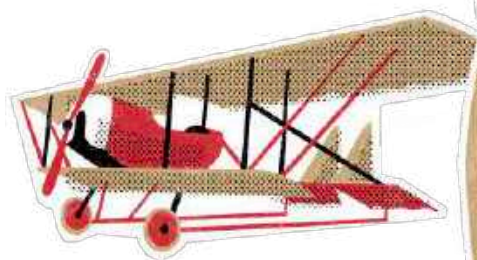
En savoir plus



**Pilote d'avion ;
féministe ; résistante.**

En 1919, Adrienne Bolland intègre l'école du constructeur d'avions Caudron et devient la treizième femme en France à obtenir son brevet de vol. Elle est ensuite la première femme pilote d'essai. En 1920, elle devient la première femme à traverser la Manche dans le sens France-Angleterre. L'année suivante, elle est encore la première à atteindre la cordillère des Andes, entre l'Argentine et le Chili.

Pour ces exploits, Adrienne Bolland est citée en exemple par les féministes de son époque, dont elle soutient le mouvement en participant à l'association Femme nouvelle et en prenant part à des manifestations réclamant le droit de vote des femmes.

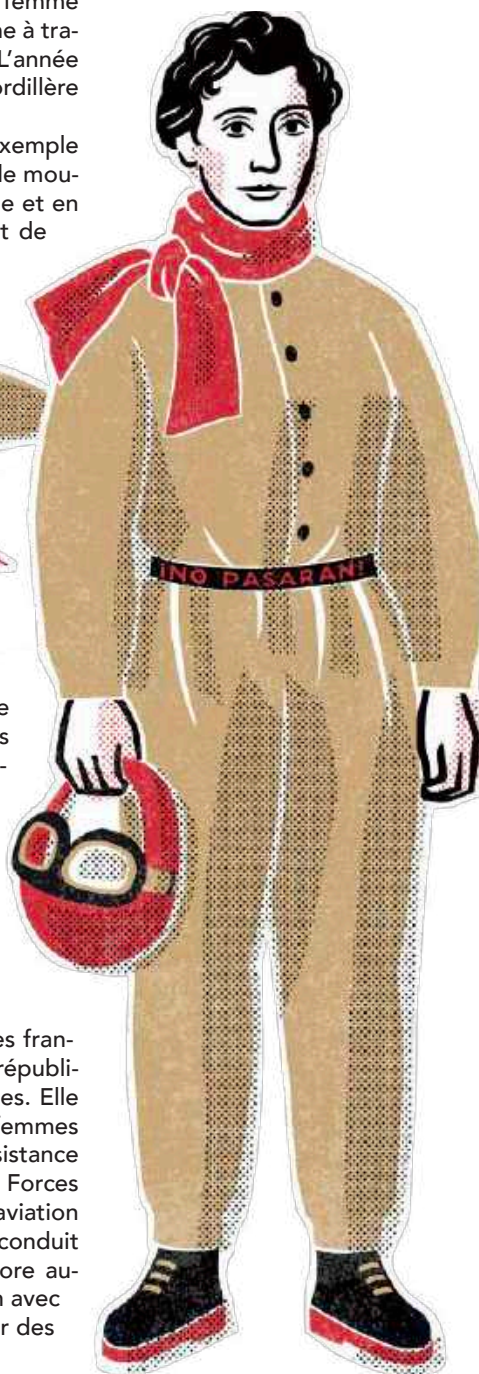


AVIATION POPULAIRE

En 1936, Adrienne Bolland soutient le programme du Front populaire visant à rendre les sports aériens accessibles à tous les jeunes, quelle que soit leur milieu social. Ce programme permet la création de sections d'aviation populaire dans les écoles et les aéroclubs. Il permet aussi la mise en place de démonstrations aériennes pour le grand public et de compétitions de sports aériens pour les jeunes pilotes.

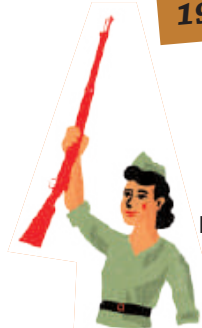
GUERRE D'ESPAGNE ET RÉSISTANCE

En 1936, Adrienne Bolland aide à recruter des pilotes français pour l'escadrille España, afin de soutenir les républicains espagnols face aux escadrilles nazies et fascistes. Elle prend aussi position en faveur de l'intégration des femmes dans l'armée. Par la suite, elle s'engage dans la Résistance et contribue à la localisation de terrains pour les Forces aériennes françaises libres. Le programme d'aviation populaire est arrêté en 1939, mais cette expérience conduit à la création d'aéroclubs associatifs qui offrent encore aujourd'hui des formations abordables, en comparaison avec de nombreux autres pays où elles sont proposées par des entreprises privées.



CARMEN 1916 - 1937 CRESPO

**Employée ; militante anarchiste ;
combattante volontaire en Espagne.**



D'origine espagnole, Carmen Crespo émigre en France avec sa famille et grandit à Paris. Pratiquant le basket-ball dans le Club pédestre de l'Étoile rouge (CPEP), situé dans le quartier de la Bastille, elle rejoint la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) en 1934.

LES OLYMPIADES OUVRIÈRES

En juillet 1936, elle intègre la sélection des 1 200 athlètes de la FSGT, qui rejoignent Barcelone pour prendre part aux Olympiades populaires. 6 000 athlètes originaires de 22 pays sont rassemblé-e-s pour cette compétition avec l'objectif de faire contrepoids aux Jeux olympiques de Berlin qui, au même moment, offrent une tribune internationale au nazisme. En Catalogne, Carmen Crespo joue les traductrices pour ses amies mais, à la veille du début des épreuves, le coup d'État du général Franco déclenche la guerre civile espagnole.

COMBATTANTE ANTIFASCISTE

Évacuée à Paris avec l'ensemble des participant-e-s, Carmen Crespo fait néanmoins le choix de la lutte. Elle démissionne de son emploi parisien, franchit illégalement la frontière espagnole et s'engage dans la colonne anarchiste de la CNT-FAI « Sur Ebro », également appelée « colonne Ortiz ». Là, elle refuse un poste de secrétaire pour prendre part aux combats, notamment sur le front de Saragosse. Dans sa correspondance régulière avec ses coéquipières de l'équipe de basket, le sport se mêle au récit de la guerre : *« Les miliciens ici s'étant procuré un ballon jouent au foot en caleçon, ce qui leur sert de maillot. Voistu qu'au front, la joie et le jeu ne perdent pas leur droit. »*

Fauchée par une grenade, Carmen Crespo meurt en janvier 1937.



FRANÇOIS PRATALI

1913-2013

**Mécanicien ;
communiste.**



Originaire du Var, François Pratali obtient un CAP d'ajusteur-tourneur en 1928 et exerce dans différents métiers, y compris en tant qu'ouvrier chez un marchand de vélos. En 1936, il ouvre son propre garage à La Seyne-sur-Mer et y travaille jusqu'en 1970.

Membre du Parti communiste dès sa jeunesse, il participe activement aux manifestations ouvrières dans sa région et devient membre du bureau de la section locale du parti. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il s'engage dans la Résistance, s'occupant notamment de la réception et de la diffusion de matériel et de la fabrication de bombes. Après la guerre, il est élu conseiller municipal et adjoint au maire de La Seyne-sur-Mer et contribue à la politique sportive de la municipalité communiste.

CHAMPION DE MOTO-BALL

François Pratali s'investit pendant de nombreuses années dans le Moto-club seynois, un club de motocyclisme fondé en 1928. Il participe à des balades, des courses et des démonstrations d'agilité à moto.

En 1936, il crée une section dédiée au moto-ball, un sport qui consiste à jouer au football à moto, probablement né en Angleterre et dont le développement en Union soviétique contribue à entretenir la popularité dans les municipalités communistes françaises.

François Pratali est capitaine de l'équipe, joue en tant qu'arrière et participe à de nombreuses compétitions. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les activités du club sont suspendues et les motos sont cachées pour éviter la confiscation. François Pratali se retire de la compétition en 1953, mais reste impliqué dans le club jusqu'à sa victoire en coupe de France en 1966 puis sa dissolution dans les années 1970. François Pratali décède en 2013.

En savoir plus



GERMAINE

BACH

1925-2012

Membre de la Main-d'œuvre immigré (MOI).

YIDDISHER ARBEITER SPORT KLUB (YASK)

Adolescente, Germaine Bach est encouragée par son père, militant communiste, à participer aux activités du Yiddisher Arbeiter Sport Klub (YASK), un club sportif fondé en 1929 par des ouvriers juifs ashkénazes, proches du communisme et liés à la Main-d'œuvre immigré (MOI).

Le club adhère à la Fédération sportive du travail (FST), puis à la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), en 1934. Le YASK constitue un lieu de sociabilisation et de solidarité où les discussions politiques et les chants révolutionnaires sont fréquents.

Il permet surtout de faire du sport, activité qui en plus de ce qu'elle apporte aux jeunes ouvriers, permet aux jeunes membres du club de se renforcer physiquement et de contredire le stéréotype alors en cours de l'immigré juif faible, soumis et incapable de se battre. Il permet par exemple à ces derniers — et à Germaine Bach — de pratiquer la natation, alors que les piscines sont encore rares et difficiles d'accès pour les sportifs amateurs des milieux populaires.

En savoir plus



RÉSISTANCE FACE À L'ANTICOMMUNISME ET À L'ANTISÉMITISME

En 1939, le YASK est dissous en raison de son refus de dénoncer le pacte de non-agression entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique. Sous l'occupation allemande, Germaine Bach et les anciens membres du YASK sont exclus des clubs et des compétitions sportives en raison des lois antisémites. Germaine Bach s'engage alors dans la Résistance. Elle est arrêtée et déportée à Auschwitz en juin 1944, tandis que son père est fusillé.

En 1945, elle est libérée et rapatriée à Paris. Le YASK reprend alors progressivement ses activités malgré les pertes subies pendant l'Occupation. Il fusionne plus tard avec le Club populaire et sportif du 10^e arrondissement (CSP10), affilié à la FSGT. Germaine Bach décède en 2012, laissant derrière elle l'héritage du YASK qui existe toujours aujourd'hui sous la forme du CSP10.



AUGUSTE DELAUNE

1908-1942

En savoir plus



Ouvrier soudeur ; dirigeant des Jeunesses communistes ; secrétaire général de la Fédération sportive du travail ; résistant.



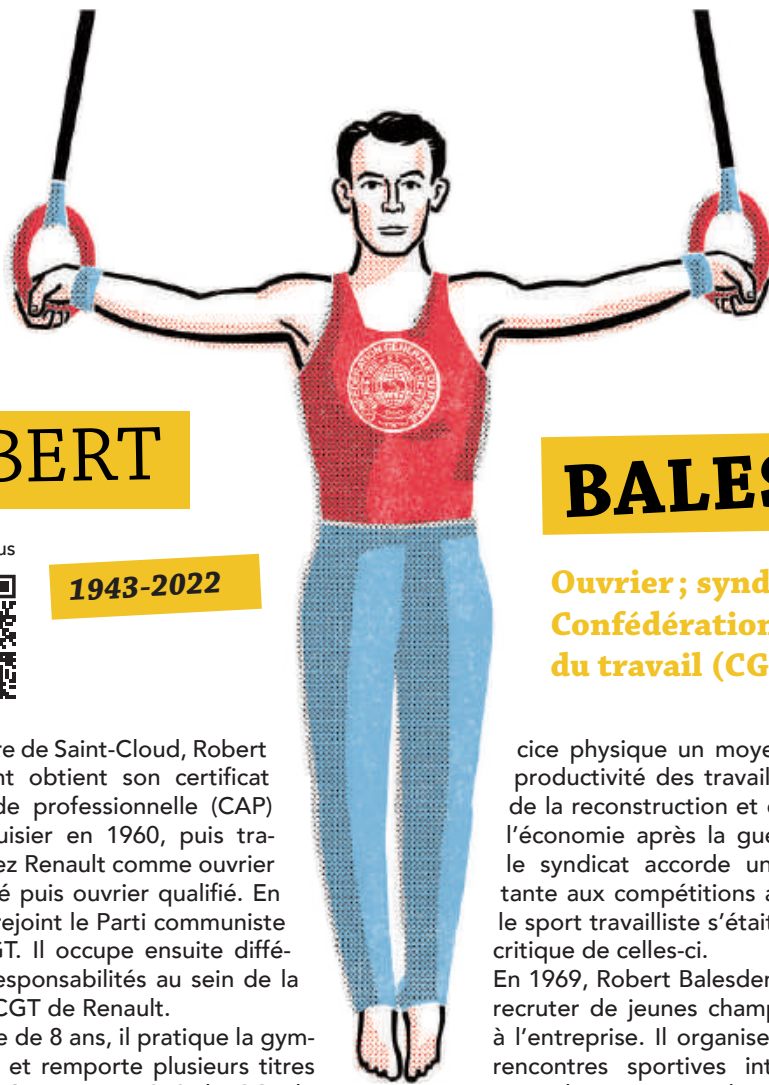
Après avoir grandi au Havre, Auguste Delaune s'établit à Saint-Denis et travaille dans la métallurgie puis à la Compagnie des Wagons-lits. Militant syndical, il intègre la direction nationale des Jeunesses communistes (JC) dans les années 1930.

LA FSGT ET L'UNITÉ DES SPORTIFS TRAVAILLISTES

Dès sa jeunesse havraise, Auguste Delaune pratique la course à pied au sein de la Fédération sportive du travail (FST). Régulièrement engagé dans le cross de *l'Humanité*, il remporte l'édition 1928. Secrétaire régional de la FST à Paris en 1931, il intègre la direction nationale l'année suivante. En 1934, il est l'un des artisans de l'unité entre socialistes et communistes au sein de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT). Secrétaire général de la FSGT, il participe entre 1936 et 1938 à l'application du programme du Front populaire dans le domaine du sport et de l'éducation physique, en lien avec le sous-secrétaire d'État socialiste Léo Lagrange.

LE SPORT EN RÉSISTANCE

Exclu de la FSGT en 1939, avec les militant-e-s communistes qui n'ont pas dénoncé le pacte germano-soviétique, contraint à la clandestinité, Auguste Delaune contribue à structurer le réseau de Résistance Sport libre, à partir de 1941. Leurs tracts et leur revue dénoncent les confiscations d'équipements sportifs par les Allemands, la politique sportive du régime de Vichy ou encore l'exclusion puis les déportations d'athlètes juifs. En juillet 1943, Auguste Delaune est arrêté sur dénonciation par la police française et meurt sous la torture en septembre 1943, à l'âge de 34 ans.



ROBERT

En savoir plus



1943-2022

Originaire de Saint-Cloud, Robert Balesdent obtient son certificat d'aptitude professionnelle (CAP) de menuisier en 1960, puis travaille chez Renault comme ouvrier spécialisé puis ouvrier qualifié. En 1962, il rejoint le Parti communiste et la CGT. Il occupe ensuite différentes responsabilités au sein de la section CGT de Renault. Dès l'âge de 8 ans, il pratique la gymnastique et remporte plusieurs titres en compétition. En 1969, la CGT lui confie le poste de secrétaire permanent au sein du Club olympique de Billancourt (COB).

LE CLUB OLYMPIQUE DE BILLANCOURT

Le COB, créé par Louis Renault en 1917, était un club patronal servant notamment à promouvoir l'image de Renault. En 1945, après la nationalisation de Renault et la création des comités d'entreprise, le COB est placé sous le contrôle du comité d'entreprise Renault, lui-même géré par les syndicats de salarié-e-s et donc par la CGT alors majoritaire.

Cette évolution favorise la pratique sportive dans l'entreprise. Néanmoins, elle suscite aussi des résistances parmi les salariés ne faisant pas partie de la CGT. Par ailleurs, le syndicat adopte une approche productiviste du sport, faisant de l'exer-

BALESDENT

Ouvrier ; syndicaliste de la Confédération générale du travail (CGT).

cice physique un moyen d'accroître la productivité des travailleurs au service de la reconstruction et de la relance de l'économie après la guerre. De même, le syndicat accorde une place importante aux compétitions alors même que le sport travailliste s'était construit sur la critique de celles-ci.

En 1969, Robert Balesdent est chargé de recruter de jeunes champions extérieurs à l'entreprise. Il organise également des rencontres sportives inter-clubs et inter-ateliers au sein de Renault. Parallèlement, il s'investit dans la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) et devient membre de la commission sportive du Parti communiste. En 1984, il participe ainsi à l'élaboration de la loi Avice qui promeut les activités physiques et sportives en France.

À partir des années 1970, le COB est touché par la crise économique, comme d'autres clubs dépendant des comités d'entreprise. Ses ressources diminuent en raison des licenciements et des délocalisations. En 1993, le comité d'entreprise est repris par une alliance CGC-CFDT qui dissocie le COB de l'entreprise Renault. Robert Balesdent devient alors directeur du Centre sportif de l'Île des Vannes à Saint-Ouen et continue son engagement militant. Le Club olympique de Billancourt poursuit aujourd'hui ses activités, mais à destination des habitants de Boulogne-Billancourt.



JEAN

1913-1975

GUIMIER

Professeur d'éducation physique et militant des mouvements antifascistes.

Issu du monde ouvrier, fils d'un charron et d'une femme de ménage, Jean Guimier se passionne pour les études et réussit en 1933 le concours d'entrée à l'École normale d'éducation physique. Enseignant à Arras, il adhère au Parti communiste, s'engage dans le comité national contre la tenue des Jeux olympiques de Berlin en 1936 et participe la même année aux Olympiades populaires de Barcelone contre le fascisme.

PRISONNIER DE GUERRE, RÉSISTANT ET FONDATEUR DES CENTRES D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

Fait prisonnier en 1940 et libéré en 1941 d'un stalag en Silésie, Jean Guimier rejoint la Résistance et participe à la libération de la France. En 1945, il soutient la mise en place des centres de formation régionaux d'éducation physique et sportive et s'engage en 1946 dans l'organisation du Congrès national du Sport et du Plein Air au Palais de Chaillot. Responsable du service des écoles de formation au sein du Secrétariat à la Jeunesse et aux Sports, il finit par être démis de ces fonctions durant la guerre froide et retrouve son métier de professeur d'éducation physique à Paris.

SYNDICALISTE ET MILITANT DE LA CONSTRUCTION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Durant sa carrière d'enseignant, Jean Guimier s'engage au Syndicat des inspecteurs Jeunesse et Sports de la Confédération générale du travail (CGT) qu'il a créé en 1945 et au sein du Syndicat national des professeurs d'éducation physique de l'enseignement public de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN). Il y milite en faveur de la construction d'équipements sportifs dans les établissements scolaires et universitaires.

Membre de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) depuis 1934, il veille également à renforcer les liens entre le monde enseignant, le mouvement sportif ouvrier et le Parti communiste. Il participe ainsi à la rédaction du Programme commun de la Gauche en 1971 sur les questions sportives et, en parallèle, devient dirigeant de la Fédération nationale des offices municipaux des sports. De nombreuses installations sportives portent aujourd'hui le nom de ce militant de l'éducation et du sport populaires.



MAURICE

VIDAL

1919-2011

**Journaliste ; résistant ;
mitant communiste.**

En 1942, Maurice Vidal rejoint la Résistance. En 1946, il intègre la direction de l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF), proche du Parti communiste, dont il est membre. Il rejoint également le mouvement syndical dans le secteur de la presse après être devenu journaliste.

JOURNALISTE À SPORTS

À la Libération, Maurice Vidal intègre le journal *Sports*, créé en 1946 par des communistes. *Sports* s'inscrit dans la lignée des revues sportives publiées par les organisations ouvrières depuis le début du XX^e siècle, telles que *Sport et Socialisme*, *Sport ouvrier* et *Sport libre*. Le journal soutient l'amateurisme et milite en faveur d'aides publiques et de billets de train à prix réduit pour les clubs amateurs. Il défend le sport féminin et inclut une rubrique intitulée « Nous, les sportives », rédigée par deux championnes. Il met en valeur l'histoire de sportifs résistants, comme Auguste Delaune.

DIRECTEUR DE MIROIR SPRINT

En 1949, Maurice Vidal devient directeur de *Miroir Sprint*, autre journal sportif créé par le Parti communiste mais se différenciant de *Sports* par la large place accordée aux photographies d'exploits sportifs et de compétitions. Passionné de cyclisme, Maurice Vidal y tient aussi une rubrique consacrée au Tour de France.

Durant les années 1960, il prend la direction de quatre nouveaux magazines mensuels spécialisés : *Miroir du football*, *Miroir du rugby*, *Miroir de l'athlétisme* et *Miroir du cyclisme*.

Là encore, sa passion pour le vélo le pousse à cumuler ses fonctions de directeur avec celles de rédacteur en chef de *Miroir du cyclisme*. Dès 1973, il y défend le développement de pistes cyclables en France.



En savoir plus



HÉLÈNE

1917-2006

VIANNAY

Géographe ;
résistante.

Hélène Viannay, née Mordkovitch, est élevée par sa mère après le départ de son père retourné en Russie pour participer à la révolution. Après ses études primaires et secondaires, elle se rapproche du Parti communiste et des Étudiants socialistes, mais s'en éloigne rapidement. Elle entame ensuite des études en géographie et géologie à la Sorbonne. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle rejoint la Résistance et crée avec son mari, Philippe Viannay, le journal clandestin *Défense de la France*. Après la Libération, elle contribue à la création du Centre de formation des journalistes (CFJ) et du Centre de formation internationale (CFI) afin d'aider les jeunes résistants qui avaient dû arrêter leurs études.

FONDATRICE DE L'ÉCOLE DE VOILE LES GLÉNANS

En 1947, Hélène Viannay et son mari créent une base de loisirs sur l'île des Glénan, en Bretagne, pour permettre aux jeunes de se ressourcer après la guerre. Le couple y découvre la navigation et transforme rapidement la base en une école de voile appelée Les Glénans. Hélène Viannay en est secrétaire générale pendant de nombreuses années.

L'association s'ouvre à un large public en proposant des stages de voile courts, à prix abordables et accessibles à tous les milieux sociaux, souvent en partenariat avec des entreprises, des écoles et des organismes sociaux. De même, Les Glénans inventent des solutions matérielles rendant la pratique moins onéreuse, comme le Vaurien, un bateau en contreplaqué vendu en kit.

Elle décède en 2006, mais Les Glénans est désormais l'une des plus grandes écoles de voile d'Europe, accueillant environ 14 000 stagiaires chaque année.



En savoir plus



ANDRÉ

1894-1970

LURÇAT

**Architecte et urbaniste ;
militant communiste ;
résistant.**

Frère de l'artiste Jean Lurçat, André Lurçat se forme à l'école des Beaux-Arts à Paris dans les années 1910. Après s'être distingué dans les années 1920 par ses propositions avant-gardistes de villas individuelles, il est salué par l'ensemble de la critique lors de la construction du groupe scolaire Karl-Marx à Villejuif en 1933. Architecte et urbaniste moderne, un temps enseignant, il est aussi l'auteur d'écrits théoriques et occupe une place de tout premier ordre parmi les architectes français et européens.

ENGAGEMENT POLITIQUE ET ARCHITECTURE

Après un séjour à Moscou (1934-1937), il occupe jusqu'à ce que la Guerre éclate un poste de professeur à l'École des Arts décoratifs. Engagé dans la Résistance aux côtés des communistes, il adhère au Parti communiste en 1942, participe à la fondation du Front national des architectes et entame des réflexions sur la reconstruction du pays et la définition d'une ville moderne.

CONSTRUIRE DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

À partir de 1945, les maires communistes de Saint-Denis et du Blanc-Mesnil lui donnent l'occasion de mettre en application ses idées, en lui confiant le poste d'architecte municipal. André Lurçat s'attache alors à concevoir des « cités jardins verticales » associant logements et équipements collectifs. Les installations sportives occupent aussi une place essentielle dans son travail, comme en témoignent le stade Auguste-Delaune et le Palais des sports à Saint-Denis, et l'extension du stade Jean-Bouin au Blanc-Mesnil.



TRENTE GLORIEUSES

En savoir plus



JO DAUCHY

1955-2021

En savoir plus



Magasinier ; syndicaliste de Confédération générale du travail (CGT).

Georges Dauchy, dit « Jo », est originaire du Nord. En 1967, il déménage à Aubervilliers et commence à travailler comme magasinier pour la municipalité. Il joue également au basket et devient entraîneur au Club municipal d'Aubervilliers (CMA). Membre de la CGT et de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), il est nommé secrétaire général puis directeur adjoint des Sports de la ville.

CRÉATION DU FOOTBALL À 7 AUTO-ARBITRÉ

En mai-juin 1968, Jo Dauchy organise un tournoi de football pour les grévistes de différentes entreprises d'Aubervilliers, afin de soutenir leur moral et de créer des liens entre eux. Le succès de l'événement conduit à sa prolongation après la fin des grèves. En 1969, Jo Dauchy organise ainsi un deuxième tournoi. Pour éviter que certains joueurs soient relégués sur le banc des remplaçants, il divise alors le terrain en quatre, place des cages sur chaque terrain et forme des équipes de sept joueurs. Les règles sont simplifiées pour favoriser la convivialité : le hors-jeu est supprimé, les remplacements ne sont plus limités, les parties deviennent auto-arbitrées. De même, les matchs sont organisés à des moments où les travailleurs sont le plus disponibles. Le but est de permettre à un maximum de personnes de jouer.

Au fil des années, et malgré des difficultés liées à l'accès aux terrains et à la désindustrialisation, la discipline se développe au-delà de la ville et attire un nouveau public issu des quartiers populaires. La FSGT reprend la gestion des tournois en 1988 et contribue à la diffusion de la discipline en France et à l'étranger.

À sa retraite, Jo Dauchy reste actif dans la vie politique et sportive d'Aubervilliers. Il décède en 2021 à l'âge de 88 ans. Aujourd'hui, le football à 7 auto-arbitré compte environ 26 000 licenciés en France.



ANGE

1894-1970

CASANOVA

En savoir plus



Agent EDF ; résistant ; syndicaliste de la Confédération générale du travail (CGT) et militant communiste.

Footballeur amateur à Ajaccio dans sa jeunesse, Ange Casanova rejoint la Résistance et participe à la libération de la Corse avant de militer au Parti communiste. Syndicaliste chez Électricité de France-Gaz de France (EDF-GDF), il y contribue tout particulièrement au développement des activités sociales, notamment dans le domaine sportif.

UN CLUB ET UN STADE BÂTIS PAR LES SALARIÉ·E·S

En 1956, Ange Casanova contribue à la formation du Gazélec Ajaccio. En 1960, le club se transforme en Gazélec-Football club d'Ajaccio (GFCA) et Ange Casanova en devient le secrétaire général.

Commence alors la construction d'un nouveau stade, dans la zone commerciale et industrielle de Mezzavia. Les membres du club et les supporters, majoritairement salariés d'EDF-GDF, se chargent eux-mêmes de dresser les grillages, de construire et d'aménager les vestiaires, de planter la pelouse. Inaugurées en 1961, les premières installations sont complétées par des tribunes couvertes et le GFCA devient l'un des rares clubs amateurs à être propriétaire de son stade.

FIDÉLITÉ AU MONDE AMATEUR

Dans les années 1960, l'équipe remporte quatre fois le championnat de France amateur, avec un effectif majoritairement composé d'agents électriciens ou gaziers. Malgré les succès sportifs, Ange Casanova refuse la professionnalisation et défend les valeurs du sport travailliste. Au fil de la création de nouvelles sections, le développement du GFCA privilégie l'ouverture vers une quinzaine de disciplines sportives. Depuis 1994 et par-delà les évolutions du club, le nom d'Ange Casanova est attaché au stade qu'il contribua à bâtir avec ses camarades.



FRANÇOIS

MONCLA

1932-2021

**Formateur technique puis cadre EDF ;
syndicaliste CGT et militant
communiste.**

Initié au rugby dès son enfance dans les Pyrénées-Atlantiques, François Moncla entre en 1949 à l'école de métier d'Électricité de France (EDF) où il prépare un certificat d'aptitude professionnelle (CAP) d'électricien tout en continuant de pratiquer sa discipline au plus haut niveau. Joueur de premier plan au Racing club de France (1950-1960) puis à la Section paloise (1960-1966), il remporte deux fois le bouclier de Brennus en 1959 et 1964. Sélectionné dès 24 ans en équipe de France, dont il est capitaine à 18 reprises, il gagne trois fois le Tournoi des Cinq nations.

CONTRE LE RACISME

Membre du XV de France lors d'une tournée en Afrique du Sud à l'été 1958, il affiche son opposition à la ségrégation raciale imposée par le régime d'apartheid. Durablement investi dans ce combat, il prend part aux campagnes pour la libération de Nelson Mandela, portées notamment par le Parti communiste et la Confédération générale de travail (CGT), ainsi qu'au boycott des organisations sportives racistes d'Afrique du Sud, avec la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT).

UNE AUTRE VISION DU RUGBY

En tant que joueur puis comme entraîneur, François Moncla s'exprime à de nombreuses reprises contre la professionnalisation croissante du rugby à XV. Il craint notamment les effets néfastes de cette évolution sur la santé des joueurs comme sur
le jeu : intensification de
la cadence des

entraînements et des compétitions, recours à la musculation intensive, parfois aidée par le dopage, augmentant la masse et la vitesse des joueurs et donc la puissance des impacts et les blessures sur le terrain, au détriment de l'art de l'évitement et de l'intelligence de jeu.

En savoir plus



JOËL PEYRIC

1946-...

**Comptable
et syndicaliste.**

Joël Peyric naît en 1946 à Marseille. Après ses études, il travaille comme comptable. Il adhère à la Confédération générale du travail (CGT) et aux Jeunesses communistes.

Pratiquant le foot et l'athlétisme depuis son enfance, il intègre en 1963 la direction de *l'Étoile sportive des Ateliers Terrin*. Ce club est créé au sein de la Société provençale des ateliers Terrin et affilié à la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT). Il réunit alors 800 salarié.e.s, propose plusieurs disciplines et organise des tournois entre les ateliers ou corps de métier de l'entreprise. Au début des années 1970, Joël Peyric entre à la direction de la FSGT. Il quitte son emploi et devient permanent salarié de la fédération sportive.

LA COURSE MARSEILLE-CASSIS

En 1977, il s'investit dans le Sporting Club Ouvriers (SCO) de Sainte-Marguerite, un club créé à Marseille en 1936 par des militant.e-s antifascistes et pacifistes. C'est là qu'il soutient l'idée d'un membre de la FSGT - André Giroux - consistant à lancer une course à pied entre Marseille et Cassis sur une route de 20 kilomètres offrant une vue sur la Méditerranée en passant notamment par les calanques de Marseille.

En 1979, cette initiative est novatrice car les courses de fond amateurs, en dehors des stades et ouvertes à toutes et tous, sont rares. Elles sont même sanctionnées par la Fédération française d'athlétisme (FFA). Cette dernière considère en effet que le 5 000 mètres, le 10 000 mètres et le marathon doivent être réservés à la compétition et à une élite sportive, adulte et masculine, et être interdits aux amateurs, aux femmes et aux enfants.

La première course Marseille-Cassis, organisée avec peu de moyens par la SCO Sainte-Marguerite, réunit 700 participant.e.s. Elle en rassemble 20 000 aujourd'hui.

Joël Peyric reste à la direction nationale de la FSGT jusqu'en 2000.

En savoir plus



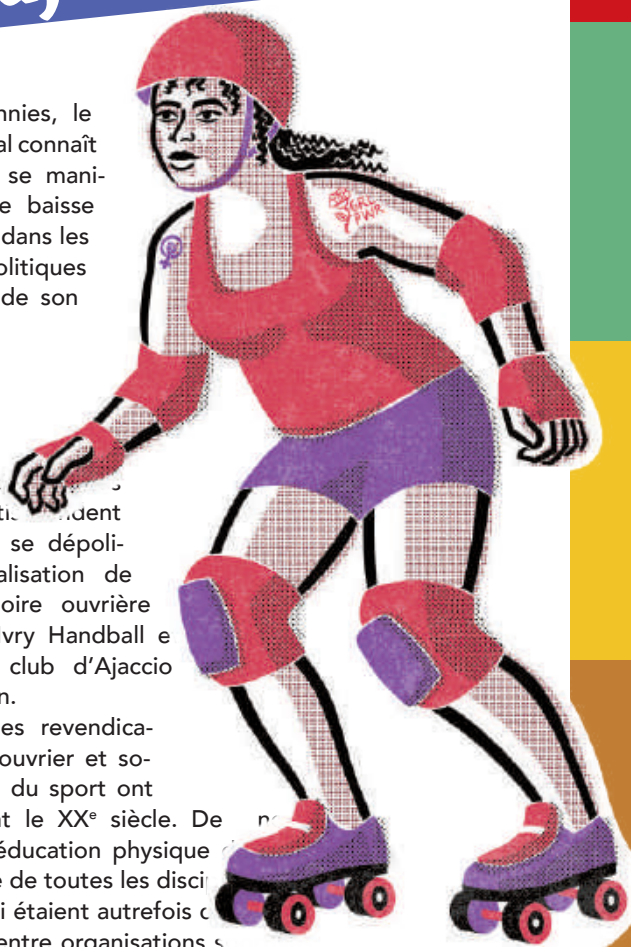
Démocratiser le sport : et aujourd'hui ?

Dans les dernières décennies, le mouvement ouvrier et social connaît une crise multiforme qui se manifeste notamment par une baisse du nombre d'adhérent-e-s dans les structures syndicales et politiques et par un amenuisement de son influence dans la société.

Dans ce contexte de repli, les organisations sportives qui servaient autrefois de relais dans la société, les syndicats et des partis politiques tendent à s'autonomiser et à se dépolitiser. La professionnalisation de clubs issus de l'histoire ouvrière - à l'image de l'US Ivry Handball et du Gazelec-Football club d'Ajaccio illustre cette évolution.

Du reste, nombre des revendications du mouvement ouvrier et social dans le domaine du sport ont été réalisées durant le XX^e siècle. De nombreux principes (éducation physique en écoles, ouverture de toutes les disciplines aux femmes, etc.) qui étaient autrefois considérés comme des revendications d'achoppement entre organisations syndicales, ouvrières, socialistes, travaillistes, cléricales, patronales et professionnelles sont aujourd'hui acquis et bien ancrés dans les pratiques. L'apaisement qui en découle se manifeste par exemple à travers l'existence de la Fédération française des clubs omnisports (FFCO) qui réunit depuis 1989 des organisations sportives parfois très anciennes et issues de courants politiques antagonistes.

Après « les années 1968 », des militant-e-s et des organisations issus du mouvement social continuent



néanmoins de défendre la démocratisation du sport. Cette volonté se cristallise toujours autour du contrôle des organisations sportives. Aujourd'hui, des militantes féministes se mobilisent encore pour que les femmes — au sein des fédérations sportives — soient mieux représentées dans les instances dirigeantes, aient une reconnaissance égale à celle des athlètes hommes et soient protégées du sexisme et des agressions sexuelles. Cette volonté d'accéder de façon égale à la pratique sportive continue aussi de passer par l'auto-organisation. En 1986, des militant·e·s homosexuel·le·s constituent le Comité Gai Paris Île-de-France (CGPIF) avec pour objectif de participer à l'édition 1990 des Gay Games inspirés des Jeux olympiques et visant notamment à lutter contre l'homophobie. Aujourd'hui, cette fédération, renommée Fédération Sportive Gay et Lesbienne (FSGL) permet à des sportives et sportifs de pratiquer plus sereinement que dans un milieu sportif traditionnel encore réfractaire à l'homosexualité. Après 2009, le mouvement féministe porte le développement et l'organisation en France du Roller-Derby, sport de contact se pratiquant en patins à roulettes, en en faisant un espace d'empowerment pour les femmes, mais aussi plus récemment pour les pratiquant.e.s trans ou non binaires. De même, en 2020, des militant·e·s des quartiers populaires fondent un club de football constitué en partie de joueuses voilées n'ayant pas le droit de jouer au sein de la Fédération française de football, alors que cette pratique est pourtant autorisée par le Comité International Olympique (CIO) ou la Fédération internationale de football association (FIFA).

La défense du sport pour toutes et tous passe également par une lutte pour le maintien ou l'essor des moyens attribués au sport. Les fédérations du sport amateur - dont certaines sont issues du mouvement social - poursuivent ainsi leur travail permanent de négociation avec les pouvoirs publics. Sans être reconnues comme des interlocutrices par ces derniers, les associa-





tions de jeunes militant-e-s des quartiers populaires réclament aussi de façon récurrente - par exemple juste avant les émeutes urbaines de 1990 et 1991 - l'installation d'équipements sportifs dans les grands ensembles qui en sont privés ou encore une meilleure reconnaissance de leurs pratiques sportives dans les structures municipales existantes. Dernier exemple avec les enseignants d'éducation physique et sportive (EPS) qui se mobilisent encore en 2023 avec leurs syndicats afin d'obtenir plus d'heures et de recrutements.

Du combat pour la démocratisation du sport découle toujours une transformation des pratiques sportives. Ainsi, dans les années 1980, la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) qui contribue depuis les années 1930 à la popularisation des sports alpins, décide

de développer des murs d'escalade afin de rendre accessible cette activité aux populations urbaines ne disposant pas des moyens nécessaires pour se rendre régulièrement à la montagne. Elle présente ses premiers modèles de mur lors de la Fête de l'Humanité de 1981 et poursuit cette action jusqu'à aujourd'hui. Dans le même esprit d'adaptation du sport aux capacités et aux besoins des pratiquants, la FSGT propose depuis 2017 du Walking foot, discipline dérivée du football, mais où il est interdit de courir, inventée en 2011 en Angleterre afin d'inciter les personnes âgées à avoir une activité physique.

Enfin, en 2024, l'organisation des Jeux olympiques à Paris a suscité les critiques du mouvement social en raison de leur coût pour la population, de l'impact écologique, des conditions de travail sur les chantiers et pour les bénévoles, des transformations urbaines et des spéculations foncières, etc. Signe que le sport demeure encore un terrain de lutte pour l'égalité et un espace d'affrontements politiques, malgré des points d'accord plus nombreux qu'au début du XX^e siècle.



Le commissariat scientifique remercie :

le Campus Condorcet : Pierre-Paul Zalió, Président, Danielle Tartakowsky, Présidente du conseil scientifique, Stéphanie Groudiev, directrice de l'Humathèque, Claire O'Meara, directrice de la communication, Clement Beyaert, directeur de l'exploitation et des services, Yohan Bihan, chargé des affaires institutionnelles ; Michel Zumkir, chef du service de l'action culturelle, Cécile Tardy, directrice adjointe, Frédéric Martin, directeur des publics et de la diffusion des savoirs, Alexis Pommier, Steve Da Silveira, Hélène Poitevin et Charlotte Corinaldi pour l'Humathèque, Elsa Nathan, Alexandre Rouvrais, Nadia Arpoudaradjou et Jessica Romano pour la communication, Christian Guionnet, Stéphane Delalonde et Julie N'Guessan pour la direction de l'exploitation et des services et François Garret, directeur adjoint en charge du juridique, pour la direction des affaires générales.

le Département de la Seine-Saint-Denis : Stéphane Troussel, Président, Dominique Dellac, Vice-présidente chargée du patrimoine culturel, de la mémoire, du tourisme et de l'éducation artistique et culturelle, Emmanuel Constant, Vice-président chargé de l'éducation et des Jeux olympiques et paralympiques, Zaïnaba Saïd-Anzum, conseillère départementale déléguée chargée au sport et Jérémie Desjardins et Marine Rosset.

l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS et le programme « MAMA » : Marie Gaille, directrice, Fabrice Boudjaaba, directeur adjoint et Emmanuel Henry, directeur adjoint scientifique.

l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne : Christine Neau-Leduc, Présidente, Florence Deprest, Vice-présidente déléguée au Campus Condorcet et François Chausson, Vice-président Culture, rayonnement scientifique et lien Science-Société.

le Centre d'histoire sociale des mondes contemporains : Fabien Archambault, Barbara Bonazzi, Camille Bourdiel et Pascale Goetschel.

la FSGT et la FSGT 93 : Emmanuel Bonnet Oulaldj, Co-présidente FSGT, Yohan Massot, Chargé de développement sport et vie associative, Clément Rémond, Co-président FSGT93, Nicolas Kssis-Martov.

Plaine Commune Grand Paris : Mathieu Hanotin, Président, Leyla Temel, Vice-présidente en charge de la Stratégie culturelle, du tourisme et du patrimoine, Hélène Saunon, Charlotte Saint-Jean, Chiara Infantino.

Paris 2024 : Dominique Hervieu, directrice Culture et Grégoire Koenig, Directeur délégué aux relations extérieures, Floriane Dambrine, Chargée d'administration et de production, Noémie Putkownik Stagiaire.

la Délégation Ile-de-France Meudon du CNRS : Catherine Larroche, directrice et Éric Migevant, directeur adjoint.

Ciné-Archives : Marion Boulestreau.

la MSH Paris Nord, pôle publication : Lydie Rauzier et Sophie Gudin.

les intervenants du cycle de conférences : Fabien Archambault, Marion Boulestreau, Florys Castan-Vicente, Patrick Clastres, Sylvain Dufraisse, Marion Fontaine, Nicolas Martin-Breteau, Nicolas Kssis-Martov et Pascal Ory.

l'ensemble des auteurs du Maitron, des chercheuses et chercheurs, des journalistes et des documentaristes dont les travaux ont permis d'écrire les textes de l'exposition :

Mogniss H. Abdallah, Bernard Allain, Fabien Archambault, Pierre Arnaud, Antoine Aubry, Michaël Attali, Antoine Aymond, Marius Autran, Georges Bensoussan, Philippe Bernard, Hervé Bezot, Lucienne Brun, Sami Bouzid, Maxime Brigand, Ariel Camacho, Jean Camy, Gilles Candar, Florence Carpentier, Jean-Philippe Carrolaggi, Pierre Carrey, Florys Castan-Vicente, Éric Claverie, Jean-Louis Cohen, Évelyne Combeau-Mari, Fabien Conord, Mickael Correia, François Davoust, Alain Derly, Sophie Deschamps, Dominique Dessertine, Gilles Dhers, Chantal Dossin, André Drevon, Patrick Dubechot, Bernard Dubreuil, Agnes Elling, Patricia Elsensohn, Clarisse Feletin, Sylvain Ferez, Vittal Ferry, Michel Fuchs, Clémence Fullea, Lydia J. Furse, Stéphane Gachet, Yan Gastaud, Jacques Girault, Jacques Gleyze, André Gounot, Laurent Guyot, Nemer Habib, Abdellali Hajjat, Étienne Harel, Lucette Heller-Goldenberg, Lydie Heurdier, Ronald Hubscher, Frédéric Humbert, Julie Houis, Pierre et Robert Joly, Georges Joumas, Robert Kosmann, Nicolas Ksis-Martov, Claude Lafabrègue, Michel Lalet, Alain Lapiower, Fabienne Laval, Patrick La Vau, Pierre-Alban Lebecq, Gérard Leidet, Yvon Leziart, Philippe Liotard, Claude Liscia, Julien Lucchini, Charly Machemehl, Jean Maitron, Igor Martinache, Jack Meurant, Jean-François Muracciole, Rémy Nace, Xavier Noël, Pascal Ory, Adrien Pécout, Christophe Pécout, Étienne Pénard, Claude Penetier, Marion Philippe, Gaston Prache, Jean Rabaut, Sophie Ralite, Michèle Rault, Justinien Raymond, Daniel Rolland, Fabien Sabatier, Jean Saint-Martin, Henri Ségal, Nathalie Simonnot, Olivier Sirost, Claire Tartarin, Fatia Terfous, Yvon Tranvouez, Nathalie Viet-Depaule, Adrien Virondeau, Annette Wiewiorka et Anne-Marie Waser.

et tous les soutiens de cette exposition : Barbara Cassin et les membres du conseil scientifique de l'EPCC en 2021, Jean-François Balaudé, ancien président de l'EPCC, Marie-Hélène Gatto, Gérard Perreau-Bezouille, président de la FFCO, Samuel Aubert du Musée national du Sport, Adil El Ouadehe de l'UFO-LEP, Alexandre Faure et Céline Caliaro de la Fondation France-Japon, Gaël Normand et Christine Langé des Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, Emmanuelle Bitton, Samy Boukouna, Antoine Furio...

Sans oublier Fred Sochard et le Collectif Au fond à gauche, Guillaume Lanneau et Bruno Charzat.

Commissariat scientifique :

Karim Taharount (CNRS, CHS),
Emmanuel Bellanger (CNRS, CHS),
Paul Boulland (CNRS, CHS),
Hélène Caroux (Service du patrimoine culturel,
Département de la Seine-Saint-Denis).

Production :

Campus Condorcet

Coordination :

Karim Taharount (CNRS, CHS),
Michel Zumkir (Humathèque Condorcet)

Illustrations & affiche :

Fred Sochard

Scénographie et catalogue :

Au fond à gauche -
Bruno Charzat & Guillaume Lanneau

Installation des expositions :

Lux Machina

Impression des expositions :

72 78

Impression du catalogue :

Cloître imprimeur

Programmes scientifiques :

Le Maitron, dictionnaire biographique
du mouvement social
et « Du Monde d'Avant au Monde d'Après »
(InSHS / CNRS)

Partenaires :

CNRS, Département de la Seine-Saint-Denis

Avec le soutien de :

l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,
Plaine Commune Grand Paris, Paris 2024,
la Fédération Sportive et Gymnique du Travail
(FSGT) et Ciné-Archives

Cette exposition a reçu le label

« Olympiade culturelle ».

Retrouvez-la sur :

<https://sportpopulaire.campus-condorcet.fr>



Fred Sochard

Catalogue de l'exposition élaborée par le Centre d'histoire sociale
des mondes contemporains
(CHS, CNRS – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne),
à l'Humathèque
et sur tout le Campus Condorcet
du 28 novembre 2023 au 26 avril 2024.